

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 42.194/4
DU 26 FÉVRIER 2007

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre de la Mobilité, le 29 janvier 2007, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 23 décembre 1998 relatif à l'obtention de certificats de conduite de bateaux de navigation intérieure destinés au transport de marchandises et de personnes", a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

Observations générales

1. L'alinéa 3 du préambule est consacré au visa de l'association des Gouvernements de région. Aucune pièce du dossier joint à la demande d'avis n'atteste cependant du bon accomplissement de cette formalité préalable.

Interrogée sur ce point, la fonctionnaire déléguée a cependant transmis à l'auditeur rapporteur, la copie des courriers adressés par l'autorité fédérale aux Gouvernements de région en date du 22 décembre 2006, ainsi que les courriels adressés aux experts des administrations régionales le 3 janvier 2007. Elle a également précisé :

"La Région flamande n'a formulé aucune remarque et a émis le 2 février 2007 un avis favorable. Nous en avons d'abord reçu connaissance par courriel (copie jointe) et nous venons ce jour de recevoir la notification officielle. Une copie peut vous en être transmise par télécopie sur simple demande.

Quant à l'avis de la Région wallonne, il serait, selon nos informations, également favorable et soumis pour décision au Gouvernement wallon lors d'une de ses prochaines sessions (le 21 ou le 28 février au plus tard).

En ce qui concerne la Région de Bruxelles-Capitale, l'Administration n'aurait pas émis d'objection et la décision du Gouvernement devrait nous être communiquée très prochainement."

Il revient à l'auteur du projet de veiller à ce que cette formalité préalable soit menée à bonne fin vis-à-vis des trois Gouvernements concernés.

.../...

2. L'alinéa 5 du préambule est consacré au visa de l'accord du Ministre du Budget, lequel ne figure cependant pas dans le dossier joint à la demande d'avis. Interrogée sur ce point par l'auditeur rapporteur, la fonctionnaire déléguée a confirmé que cet accord n'a pas été demandé.

S'agissant d'un projet de nature à influencer les recettes ⁽¹⁾, au sens de l'article 5, 2/, de l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire, il doit en principe être soumis à l'accord du Ministre du Budget.

Il revient à l'auteur du projet soit de veiller au bon accomplissement de cette formalité préalable, soit de vérifier que les conditions d'application de l'article 9 de l'arrêté royal du 16 novembre 1994 précité sont bien réunies ⁽²⁾.

Observations particulières

Préambule

Alinéa 5

L'alinéa 5 du préambule, relatif au visa de l'accord du Ministre du Budget, sera revu, conformément à la seconde observation générale formulée ci-avant.

(1) Voir notamment l'article 23 du projet, qui vise à abroger l'article 46 de l'arrêté royal du 23 décembre 1998 relatif à l'obtention de certificats de conduite de bateaux de navigation intérieure destinés au transport de marchandises et de personnes. Ce dernier fixe les rétributions dues pour la délivrance des certificats et l'apposition des mentions prévues par l'arrêté.

(2) Cet article 9 dispose :
"Le Ministre qui a le budget dans ses attributions et le Ministre qui a l'administration générale dans ses attributions peuvent décider, chacun en ce qui le concerne, pour des matières déterminées, que l'avis favorable de l'inspecteur des Finances dispense de leur accord préalable."

Alinéa 6

L'alinéa 6 du préambule, relatif au visa de l'avis de la section de législation du Conseil d'État, sera complété par la mention du fait que cet avis a été demandé en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État.

Dispositif

Article 1^{er} (nouveau)

Il conviendrait d'insérer, dans l'arrêté royal du 23 décembre 1998 relatif à l'obtention de certificats de conduite de bateaux de navigation intérieure destinés au transport de marchandises et de personnes, un nouvel article 1^{er} mentionnant le fait que cet arrêté transpose la directive 91/672/CEE du Conseil du 16 décembre 1991 sur la reconnaissance réciproque des certificats de conduite nationaux de bateaux pour le transport de marchandises et de personnes par navigation intérieure, ainsi que la directive 96/50/CE du Conseil du 23 juin 1996 concernant l'harmonisation des conditions d'obtention des certificats nationaux de conduite de bateaux de navigation intérieure pour le transport de marchandises et de personnes dans la Communauté; l'actuel article 1^{er} de cet arrêté devenant son article 1^{er} *bis*.

Article 7

Il y a lieu d'écrire les mots "Dans l'article 9, alinéa 2," au lieu des mots "Dans l'article 9, dernière phrase,".

Article 9

L'article 9, b), du projet, vise à remplacer les mots "Office régulateur de la Navigation intérieure" par les mots "l'Administration", dans l'article 11, § 2, alinéas 3 et 6, de l'arrêté royal du 23 décembre 1998 précité.

.../...

Comme en a convenu la fonctionnaire déléguée, il n'y a plus lieu de prévoir la transmission des décisions de l'Administration de l'Expertise médicale (anciennement : Office médico-social de l'État) à l'Administration (Direction générale du Transport terrestre). Dans le texte en projet, cette dernière administration n'intervient en effet plus dans la procédure de délivrance du certificat médical exigé des candidats au certificat de conduite de bateaux de navigation intérieure.

Article 17

Il y a lieu d'écrire les mots "l'alinéa 4 est abrogé" au lieu des mots "la dernière phrase est abrogée".

Article 27 (Entrée en vigueur)

Compte tenu du moment où le présent avis est donné et en vue d'éviter que l'arrêté n'ait un caractère rétroactif, lequel serait en tout cas dépourvu de fondement légal, il y a lieu de revoir l'article 27 qui fixe l'entrée en vigueur au 1^{er} mars 2007 afin que les destinataires du projet puissent disposer du délai nécessaire pour en prendre connaissance à moins que l'auteur du projet n'invoque des circonstances qui justifient qu'il soit dérogé au terme fixé par l'article 6, alinéa 1^{er}, de la loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires.

Article 28 (Exécutoire)

À l'article 28 du projet, il serait préférable d'en confier l'exécution au Ministre qui a le transport dans ses attributions.

Observation finale

Il y a lieu de corriger la numérotation des articles au-delà de l'article 25.

La chambre était composée de

Messieurs	Ph. HANSE,	président de chambre,
	P. LIÉNARDY,	conseillers d'État,
	P. VANDERNOOT,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PRÉSIDENT,

C. GIGOT

Ph. HANSE

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 42.194/4
VAN 26 FEBRUARI 2007

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 29 januari 2007 door de Minister van Mobiliteit verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 23 december 1998 betreffende het verkrijgen van vaarbewijzen voor het besturen van binnenvaartuigen bestemd voor het goederen- en personenvervoer", heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen

1. In het derde lid van de aanhef wordt vermeld dat de gewestregeringen bij het uitwerken van het ontwerp zijn betrokken. Dat dit voorafgaande vormvereiste naar behoren is vervuld blijkt evenwel uit geen enkel stuk van het dossier dat bij de adviesaanvraag is gevoegd.

De gemachtigde ambtenaar heeft evenwel, toen ze daarnaar is gevraagd, de auditeur-rapporteur een kopie toegezonden van de brieven die de federale overheid op 22 december 2006 naar de gewestregeringen heeft gestuurd, alsook de e-mails die op 3 januari 2007 naar de experts van de gewestelijke besturen zijn verzonden. Ze heeft ook op het volgende gewezen :

"La Région flamande n'a formulé aucune remarque et a émis le 2 février 2007 un avis favorable. Nous en avons d'abord reçu connaissance par courriel (copie jointe) et nous venons ce jour de recevoir la notification officielle. Une copie peut vous en être transmise par télécopie sur simple demande.

Quant à l'avis de la Région wallonne, il serait, selon nos informations, également favorable et soumis pour décision au Gouvernement wallon lors d'une de ses prochaines sessions (le 21 ou le 28 février au plus tard).

En ce qui concerne la Région de Bruxelles-Capitale, l'Administration n'aurait pas émis d'objection et la décision du Gouvernement devrait nous être communiquée très prochainement."

De steller van het ontwerp moet erop toezien dat dit voorafgaande vormvoorschrift naar behoren vervuld wordt voor de drie betrokken regeringen.

.../...

2. In het vijfde lid van de aanhef wordt verwezen naar de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, die evenwel niet terug te vinden is in het dossier bij de adviesaanvraag. Toen de auditeur-rapporteur haar dienaangaande een vraag heeft gesteld, heeft de gemachtigde ambtenaar bevestigd dat die akkoordbevinding niet aangevraagd is.

Aangezien het gaat om een ontwerp dat gevolgen kan hebben voor de ontvangsten ⁽¹⁾ in de zin van artikel 5, 2/, van het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole, moet het in beginsel ter fine van akkoordbevinding aan de Minister van Begroting worden voorgelegd.

De steller van het ontwerp moet ofwel ervoor zorgen dat dit voorafgaande vormvoorschrift naar behoren wordt vervuld, ofwel nagaan of voldaan is aan de voorwaarden voor de toepassing van artikel 9 van het voornoemde koninklijk besluit van 16 november 1994 ⁽²⁾.

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

Vijfde lid

Het vijfde lid van de aanhef, waarin verwezen wordt naar de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, moet worden herzien overeenkomstig de bovenstaande tweede algemene opmerking.

⁽¹⁾ Zie onder meer artikel 23 van het ontwerp, dat strekt tot opheffing van artikel 46 van het koninklijk besluit van 23 december 1998 betreffende het verkrijgen van vaarbewijzen voor het besturen van binnenvaartuigen bestemd voor het goederen- en personenvervoer. In laatstgenoemd artikel worden de retributies vastgesteld voor de afgifte van de bewijzen en het aanbrengen van de aantekeningen waarin het besluit voorziet.

⁽²⁾ Dat artikel 9 bepaalt het volgende : "De Minister tot wiens bevoegdheid de begroting behoort en de Minister tot wiens bevoegdheid het algemeen bestuur behoort, kunnen, ieder wat hem betreft, voor bepaalde aangelegenheden beslissen dat het gunstig advies van de Inspecteur van Financiën vrijstelt van hun voorafgaande akkoordbevinding."

Zesde lid

Het zesde lid van de aanhef, waarin verwezen wordt naar het advies van de afdeling wetgeving van de Raad van State, moet worden aangevuld met de vermelding dat dit advies is aangevraagd met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State.

DispositiefArtikel 1 (nieuw)

In het koninklijk besluit van 23 december 1998 betreffende het verkrijgen van vaarbewijzen voor het besturen van binnenvaartuigen bestemd voor het goederen- en personenvervoer, behoort een nieuw artikel 1 te worden ingevoegd, waarin staat dat bij dat besluit richtlijn 91/672/EEG van de Raad van 16 december 1991 inzake de wederzijdse erkenning van de nationale vaarbewijzen voor het besturen van schepen in het goederen- en personenvervoer over de binnenwateren en richtlijn 96/50/EG van de Raad van 23 juni 1996 betreffende de harmonisatie van de voorwaarden voor de afgifte van nationale vaarbewijzen voor binnenvaartuigen welke bij het goederen- en personenvervoer in de Gemeenschap gebruikt worden, omgezet worden; het huidige artikel 1 van dat besluit wordt dan artikel 1bis.

Artikel 7

Men schrijve "in het tweede lid" in plaats van "in de laatste zin".

Artikel 9

Bij artikel 9, b), van het ontwerp zit de bedoeling voor in artikel 11, § 2, derde en zesde lid, van het voornoemde koninklijk besluit van 23 december 1998, de woorden "de Dienst voor Regeling der Binnenvaart" te vervangen door de woorden "het Bestuur".

.../...

De gemachtigde ambtenaar is het ermee eens dat er geen reden meer is om te voorzien in verzending van de beslissingen van het Bestuur van Medische Expertise (voorheen : Sociaal-medische Rijksdienst) naar het Bestuur (directoraat-generaal Vervoer te land). In de ontworpen regeling speelt laatstgenoemd bestuur immers geen rol meer in de procedure voor het verlenen van het doktersattest dat kandidaten voor een vaarbewijs voor het besturen van binnenvaartuigen moeten overleggen.

Artikel 17

Men schrijve "het vierde lid" in plaats van "de laatste zin".

Artikel 27 (Inwerkingtreding)

Gezien het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, en om te voorkomen dat het besluit terugwerkende kracht heeft, waarvoor hoe dan ook geen rechtsgrond voorhanden is, behoort artikel 27, dat bepaalt dat het besluit in werking treedt op 1 maart 2007, te worden herzien zodat de adressaten van het ontwerp over voldoende tijd beschikken om daarvan kennis te nemen, tenzij de steller van het ontwerp omstandigheden aanvoert die wettigen dat wordt afgeweken van de termijn bepaald in artikel 6, eerste lid, van de wet van 31 mei 1961 betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen.

Artikel 28 (Uitvoeringsbepaling)

Het zou beter zijn in artikel 28 van het ontwerp de uitvoering van het besluit toe te vertrouwen aan de minister bevoegd voor vervoer.

Slotopmerking

De nummering van de artikelen na artikel 25 moet gecorrigeerd worden.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Ph. HANSE,	kamervoorzitter,
	P. LIÉNARDY,	staatsraden,
	P. VANDERNOOT,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER,

DE VOORZITTER,

C. GIGOT

Ph. HANSE